

Nieul-sur-Mer

code INSEE : 17264

5 720 habitants

Communauté d'agglomération de La Rochelle



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W259). Le cahier numérique aux AN ne contient qu'une seule contribution (sur 26), la 24^e.

Forme : cahier d'écolier grand format, grands carreaux, 96 p., 70 gr.

Couverture inspirée de celle de l'AMF : logo tricolore de la république, nom de la commune, « Cahier de doléances et de propositions. Ce document sera transmis aux préfets et aux parlementaires ». Logo de la commune.

Ouvert le 4 janvier 2019.

Mention manuscrite : « Envoi par mail le 21/02/19 ».

Tampon arrivée en préfecture : 28 mars.

26 contributions.

Ce qui a provoqué les manifestations :

- l'injustice sociale
- le manque d'écoute de la part du gouvernement

- Je souhaite que soient discutées les points suivants :
 - Rétablissement de l'ISF
 - Rééchelonnement de l'imposition - Les classes intermédiaires sont lourdement taxées alors que les plus aisés ne le sont pas proportionnellement à leurs revenus
 - Indexation des retraites, SMIG au taux de l'inflation -

Mesdames, Messieurs les Parlementaires
Monsieur le Président de la République

Il y aurait bien des choses à dire, en homme !
Aussi vais-je me contenter de lister un nombre certain de revendications et propositions pour, en la rénovant, sauver notre République qui n'en a plus que le nom assujéti aux pouvoirs de la Finance et de l'Oligarchie qui s'est emparée des institutions de notre République

. Avoir des services publics et une couverture sociale de qualité. - Il nous faut faire attention aux slogans simplistes : "Les prélèvements obligatoires sont trop élevés en France". Ces prélèvements (impôts + cotisations sociales) financent les infrastructures, les services publics et la protection sociale. Supprimer les cotisations est simple mais chacun (qui croit gagner plus) devra ensuite payer pour s'assurer contre la maladie ou pour sa retraite. Ce qui était collectif devient individuel et les inégalités s'accroissent encore (le smicard assurera son corps au tiers et le plus aisé s'assurera tous risques). Et puis, on ne peut pas demander à la fois la baisse du nombre de fonctionnaires et plus de personnel pour l'éducation, la santé, la justice, etc.
Il est également nécessaire d'indexer les retraites sur l'inflation et d'annuler la hausse de la CSG qui touche les retraités aux revenus souvent modestes.

Nous sommes dans un moment où la société est profondément divisée, avec d'un côté ceux qui ont une espérance dans le futur, et qui pensent en être acteurs, Et de l'autre, ceux qui se sentent écrasés par ce futur, qui ne vivent que de l'instantané, et se déchirent parfois sur les blessures du passé...

Suggestions :

1. Prévoir un remboursement de l'ISF au niveau égal à un investissement effectivement réalisé et vérifié.
2. Calculer Les charges sociales en les indexant sur :
 - Le chiffre d'affaire, ou
 - La valeur ajoutée, ou
 - Le différentiel coût de revient/revente,

expliquer pourquoi tous les présidents
après leur passage au 1^{er} doit
d'être payés à vie - est normale
mais orlans cela n'existe pas -
Bon courage

La légalisation de l'aide active à mourir est une
bonne réforme à apporter aux français et aux
français, de celle qui satisfait la très grande majorité
de nos citoyens.

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit (3,5 pages), 105 lignes, 643 mots (homme)

Mesdames, Messieurs les Parlementaires,

Monsieur le Président de la République,

Il y aurait bien des choses en dire en somme ! Aussi vais-je me contenter de lister un nombre certain de revendications et propositions pour, en la rénovant, sauver notre République qui n'en a plus que le nom, assujettie aux pouvoirs de la Finance et de l'Oligarchie qui s'est emparée des institutions de notre République.

SOCIAL :

- Aucun revenu de solidarité (AAH, RSA, minimum vieillesse, apprentissage, etc.) ne devrait être inférieur au seuil de pauvreté (~1000 €).
- Le SMIC doit être revalorisé à hauteur de 1500 € net/~1800 € brut).
- Revalorisation des salaires de la fonction publique prenant en compte l'inflation qui a couru durant toutes les années de blocage.
- Aucun salaire de la fonction publique, ou dans la fonction publique, ne devrait être inférieur au SMIC revalorisé (contractuels, emplois aidés, etc.).
- Je souhaite que nous revenions à une sécurité sociale intégrale (mutualisation de tous sur tout le territoire), cogérée par salariés et employeurs. La « Sécu » en germe dans la loi de 1945.

FISCALITÉ

- Refonte de l'impôt sur le revenu en 14 tranches, plus progressives que les 5 actuelles.
- Que tous les citoyens soient imposables, au besoin d'un seul euro seulement pour les revenus les plus faibles (non imposables aujourd'hui). C'est le consentement à l'impôt qui institue le citoyen. Exclure de l'impôt, c'est exclure de la citoyenneté !
- Imposer les revenus du capital (actionnariat, rentes) comme ceux du travail.
- Instaurer un revenu maximum autorisé au-dessus duquel 100 % serait prélevé. Par exemple, pour la tranche supérieure à 20 fois le revenu médian (400 000 € annuels soit 33 000 € mensuels).
- TVA à 5 % sur les consommations les plus communes : alimentation, énergie, transports, habitat.

ÉCOLOGIE et CLIMAT

- Inscrire dans la Constitution la règle verte : ne pas prélever sur la nature plus que ce qu'elle peut reconstituer.
- Planifier la transition écologique pour sortir des énergies carbonées et du nucléaire (trop cher et pas viable à terme).
- Développer les énergies renouvelables.
- Stopper la privatisation des barrages.
- Renationaliser EDF et Engie (ex GDF).
- Revenir sur la libéralisation du marché de l'électricité.
- Assurer l'isolation d'au moins 700 000 logements par an.
- Développer les transports publics : ferroviaire, ferroulage, cabotage maritime et fluvial.
- Repenser la mobilité individuelle : renationaliser les autoroutes, sortir du diesel, développer l'autopartage, relocaliser les productions.
- Sauver l'écosystème et la biodiversité.
- Développer une agriculture saine, écologique et paysanne qui créera des emplois.
- Interdire les pesticides.
- Exploiter durablement la forêt plutôt que la saccager (montagnes).

DÉMOCRATIE

- Réunir une Assemblée constituante dont une partie des membres sera tirée au sort et l'autre élue à la proportionnelle.
- Refonder la haute fonction publique (« Bercy » en particulier) qui s'est transformée en une oligarchie administrative et politique qui tourne le dos au bien commun, donc à la République.
- La Commune doit rester le creuset de la démocratie républicaine.
- Démocratiser les médias qui ne doivent plus appartenir aux puissances d'argent (cf CNR) mais à ceux qui font de l'information.
- Défendre la laïcité sans faiblesse (et pas à Rome voire à Latran).
- Généraliser la représentation proportionnelle dans toutes les instances élues, nationales et locales.
- Refonder l'indépendance de la justice avec un parquet réellement indépendant et, au besoin, élu pour assurer l'équilibre des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.
- Instituer un Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) pouvant, réellement, être mis en œuvre et permettant :
 - de proposer une loi,
 - d'abroger une loi,
 - de révoquer un-e élu-e de tout niveau,
 - de modifier la Constitution.

La Constitution de la Convention de 1793, jamais appliquée, serait à ce titre un support remarquable pour « moderniser », démocratiser nos institutions et fédérer, refonder le peuple français.

[Prénom NOM] Nieul/Mer, le 4/01/2019
[Téléphone]

2. Manuscrit, 6 lignes, 40 mots (homme)

- Réindexer les pensions sur l'inflation.
- Supprimer le gel du point d'indice des fonctionnaires.
- Réduire le nombre de parlementaires.
- Faire une réelle réforme des retraites en supprimant les régimes spéciaux.
- Tenir compte du vote blanc.
- [Prénom NOM], le 08/01/2019 [Téléphone]

3. Manuscrit, 10 lignes, 62 mots

Pourquoi le ras-le-bol ? Égalité ???

- Trop de privilèges et avantages distribués à nos politiques.
 - Ex. Sénateur (la maison de retraite de nos politiques).

Les privilèges sont à supprimer à leur fin de mandat pareil pour les présidents. ILS REDEVIENNENT des citoyens normaux.

- Et les retraites chapeau ?????

Montrez l'exemple.

Rétablir la sécurité dans les banlieues.

L'immigration maîtrisée.

[P. Nom] le 9.01.19
[Téléphone]

4. Manuscrit, 1 ligne, 1 mot

RIC.

5. Manuscrit, 25 lignes, 183 mots (homme)

- * Baisse des dépenses de l'État et diminution de la dette, par la diminution des comités inutiles et du nombre des élus, en particulier des régions.
- * Tolérance zéro contre l'immigration illégale.
- * Tolérance zéro de l'islamisme et interdiction du salafisme.
- * Abrogation du pacte de Marrakech.
- * Faire respecter (par la force) la loi dans les quartiers.
- * Souveraineté retrouvée de la France dans certains domaines (l'application des décisions de la Cour européenne des Droits de l'Homme devient facultative dans la législation française et uniquement indicative et non décisionnelle, taxation possible des GAFA...).
- * Suppression de la nationalité pour les islamistes.
- * Paiement des impôts relatifs à un pays dans le pays concerné et non plus dans le pays du siège (scandale par exemple des règles fiscales irlandaises, luxembourgeoises et parfois hollandaises)...
- * Peines de prison toutes appliquées.
- * Abrogation des lois mémorielles et d'intolérance (lois sanctionnant les idées, les discours, etc.), c'est-à-dire la liberté totale de la parole et donc liberté d'expression totale (sauf appels aux meurtres et à la violence) (comme aux USA).

[Prénom NOM]
[Téléphone]

- * PS : ABROGATION DES 80 km/heure.

6. Manuscrit, 60 lignes, 442 mots

Contribution pour une République apaisée et dynamique

1) Le problème LREM : le président a été élu sur un programme et tant qu'il le mettait en œuvre, il était légitime ; or, il a renoncé à tout ce qui concernait les efforts financiers à faire par l'État et, au contraire, ajouté des mesures pour lesquelles il n'a pas été élu (80 km/h).

Proposition évidente = programme initial LREM.

- Engager les réductions des fonctionnaires prévues (55 000).
- Réduire le nombre de députés et sénateurs.

→ Supprimer le 80 km/h et rétablir le 90.

2) L'étouffement fiscal appelé « ras-le-bol fiscal » ou « trop d'impôts tue l'impôt ».

Nos dirigeants politiques et fonctionnaires ont multiplié les taxes et prélèvements de toutes sortes jusqu'à ce que nous devenions le champion du monde des taxes !

Propositions / contributions

- Réduire les strates de l'empilage « du millefeuille »
 - Ne garder du département que la numérotation et supprimer totalement ses bâtiments et personnels, et répartir ses dernières attributions sur les régions ou les communautés de communes.
- Coûts :
 - Engager des réductions de dépenses des régions (on ne peut pas vis-à-vis des citoyens, réduire le nombre et augmenter le coût !!).
 - Fixer un salaire MAXIMAL des fonctionnaires. Raisonnablement pas plus de 75 à 100 K€/an, tout inclus (avantages en nature, etc.) et leur rappeler que leur rémunération est payée par les contributions des citoyens (sur TVA, carburant, IRPP...).

3) Respect et considération du citoyen et conducteur

Les politiques et fonctionnaires ont construit un système répressif et aveugle vis-à-vis de l'automobiliste. Il est devenu quasi-impossible d'échapper à 2 ou 3 PV par an pour dépassement de vitesse (de 1 à 5 km/h).

Des milliers de personnes ont perdu leur permis puis leur emploi !

Cette répression n'est pas cohérente avec les principes républicains : les citoyens sont responsables, prudents et vivent très mal cette suspicion permanente à leur égard, suivie de taxes, PV. La crise des Gilets jaunes s'est traduite par un nombre de dégradations ÉNORME sur les radars : ce n'est pas par hasard !

- Pour tout dépassement de 1 à 5 km/h, envoyer un « avertissement ». Après 3 avertissements dans l'année, envoyer le PV actuel.
- JAMAIS supprimer un permis si le titulaire en a besoin pour travailler : l'obliger à suivre un stage immédiat. Apporter des solutions plutôt que de détruire sa vie.

4) Contributions pour une République dynamique

Depuis la création de l'ISF, des milliers de familles ont quitté la France. Ce sont des créateurs d'entreprise, des entrepreneurs. La France est un des derniers pays à maintenir cette taxe. On veut des emplois => supprimer totalement l'ISF.

[P. Nom] [Téléphone]

7. Manuscrit, 8 lignes, 44 mots

Suppression de la CSG sur les retraites.

Revalorisation des retraites, SMIC et tous les avantages sociaux au taux de l'inflation.

Rétablissement de l'ISF.

Taxer les carburants de l'aviation (TVA, etc.).

Taxer la publicité qui devient une pollution visuelle et sonore (TV, radio, Internet, etc.).

[P. NOM, Téléphone]

8. Manuscrit, 6 lignes, 40 mots

À la lecture de l'avis d'imposition de « TAXE D'HABITATION 2018 » :

- il s'avère que la commune de Nieul/Mer n'a pas délibéré en faveur d'un dégrèvement pour personnes handicapées (source SIP Fétilly). Quelle en est la raison ?...

[P. NOM, Téléphone]

9. Manuscrit, 26 lignes, 134 mots (homme)

– Je souhaite que soient discutés les points suivants :

- Rétablissement de l'ISF.
- Rééchelonnement de l'imposition. Les classes intermédiaires sont lourdement taxées alors que les plus aisées ne le sont pas proportionnellement à leurs revenus.
- Indexation des retraites, SMIG, au taux de l'inflation.
- Abandon de la vitesse limitée à 80 km/h.
- Favoriser une consultation plus large du peuple sur des points fondamentaux (RIC).
- Interdiction de cumuler plus de deux mandats.
- Limitation et « application » de l'âge des parlementaires à 70 ans.
- Échelonner les salaires dans une proportion de 1 à 20.
- Diminuer le nombre et les avantages des parlementaires.
- Casier judiciaire vierge pour être élu.
- Suspension du mandat lorsque l'élu est mis en examen.
- Supprimer le gel du point d'indice des fonctionnaires.

[Prénom NOM, Téléphone]

10. Manuscrit, 3 lignes, 18 mots

- Indexer toutes les retraites à l'inflation.
- Annuler les 80 km/h.
- Faire confiance aux citoyens !

[P. NOM, Téléphone]

11. Manuscrit, 22 lignes, 144 mots (femme)

Artisan fleuriste depuis 30 ans, ça n'est plus possible : cette fin d'année difficile de faire face à toutes les charges. Ça a commencé à nous faire chuter les ventes ! Les 35 heures, ce qui n'a en rien résorbé le chômage !... Maintenant les ventes par Internet : surpollution avec toutes les livraisons et les GAFA, s'ils payaient nos charges... ne se seraient pas installés en France.

Nous sommes sur le bord de l'océan, trouvons un BON MARIN pour redresser cette grande barque qui coule... Impossible n'est pas français. Alors que des personnes sérieuses et moins dépensières quand il ne s'agit pas de leur argent se mettent en avant et nous montrent comment diriger un pays

en pensant à la vie de tous. J'ai toujours pensé que l'EURO prendra sa vraie valeur lorsque le monde aura compris qu'il n'a pas cours au paradis.

[Prénom, Téléphone]

12. Manuscrit, 12 lignes, 82 mots (homme)

- Baisse de la taxe sur le carburant.
- Annulation des 80 km/h.
- Création d'un référendum d'initiative populaire que le peuple puisse être consulté sur la création des grandes lois.
- Baisse des salaires des députés, sénateurs, on nous demande de faire un effort alors que les hauts fonctionnaires n'en font pas !
- Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité.
- Plus de considération des citoyens français et surtout de la classe moyenne !

[Prénom Nom] inspecteur qualité aéronautique

13. Dactylographié scotché (gros caractères, 2 pages), 40 lignes, 248 mots (homme)

Depuis le 1^{er} mai 2018, soit 8 mois complets, les événements s'enchaînent et se multiplient produisant les mêmes effets. Aujourd'hui, notre démocratie représentative est exsangue.

Le peuple doit s'exprimer dans le respect de nos institutions.

Il y a urgence, alors que s'affirment et s'affermissent partout dans le monde, avec une rapidité inédite dans l'Histoire, des régimes autoritaires face aux démocraties anesthésiées par les défis du 3^{ème} millénaire.

L'article 7 de la Constitution du 4 octobre 1958 stipule, qu'en cas de vacance de la présidence de la République, "pour quelque cause que ce soit", ou d'empêchement, le gouvernement saisit le Conseil constitutionnel qui constate cette vacance, et organise de nouvelles élections présidentielles.

Une consultation nationale, le dimanche 27 janvier 2019 est, seule, de nature à trancher le nœud gordien.

Une majorité en faveur du "NON" à la question : "Pensez-vous, à ce jour, 27 janvier 2019, qu'il y a vacance ou empêchement de la présidence de la République française ?" raffermirait le président dans sa légitimité et éviterait à la France un quinquennat pour rien.

Un "OUI" majoritaire permettrait au président de reconfigurer son logiciel aux élections présidentielles en bénéficiant, cette fois-ci, de l'expérience acquise au cours de son "bizutage".

À charge pour le président d'inventer la "démocratie globale", c'est-à-dire une démocratie dans laquelle nos valeurs républicaines universelles "Liberté, Égalité, Fraternité" soient incarnées par chaque citoyen et "en même temps" une démocratie ouverte sur l'Europe et sur le Monde.

La France le vaut bien.

Doléances de [Prénom Nom]
Retraité
À Nieul-sur-Mer, le 11 janvier 2019
[Signature]

14. Dactylographié scotché, 18 lignes, 156 mots (homme)

M. [Prénom NOM]
[Adresse]
[Téléphones, Adresse mail]

Doléances et suggestions locales

Marais Gatineau, marais de l'Ouille

- Assainir en draguant ce marais, créer ainsi une réserve d'eau suffisante pour absorber une marée exceptionnelle, faire ouvrir et fermer les écluses pour veiller que ce bassin soit, non pas vide, mais à un niveau suffisamment bas pour absorber le flot des grandes marées.
- Ce/ces bassins suffisamment profonds pourraient, dans le cas de réaménagement des rives du Plomb, accueillir des activités telles que : petite plaisance (canotage), modèles réduits, pêche à la ligne, etc.

Rue de l'Ouille

- La signalisation crée une confusion entre « chemin de l'Ouille » et « rue de l'Ouille », d'autant que les GPS donnent leurs résultats par ordre alphabétique et envoient en priorité les utilisateurs vers le chemin de l'Ouille. Pourrait-on y remédier ?
- Poser des ralentisseurs au niveau du n° 22 de la rue de l'Ouille, profiter de la remise en état de cette rue une fois les travaux d'assainissement terminés.

[Prénom NOM]
[Signature]

15. Dactylographié scotché, 25 lignes, 196 mots (homme, même que n° 14)

M. [Prénom NOM]
[Adresse]
[Téléphones, Adresse mail]

Doléances et suggestions nationales
Dans l'ordre d'importance à mon avis

Revendications :

1. Rétablir l'ISF.
2. Rétablir les emplois aidés.
3. Faire obligation d'installer des sources d'énergie alternative sur tous les bâtiments commerciaux et publics.
4. Obliger toute construction nouvelle à l'être en « énergie positive ».
5. Faire la gratuité des parkings relais et des transports publics.
6. Rétablir les liaisons réseau ferré, en état, fermées pour cause de rentabilité insuffisante.
7. Modifier les charges sociales uniquement indexées sur les seuls salaires.

Suggestions :

1. Prévoir un remboursement de l'ISF au niveau égal à un investissement effectivement réalisé et vérifié.
 2. Calculer les charges sociales en les indexant sur :
 - le chiffre d'affaires, ou
 - la valeur ajoutée, ou
 - le différentiel coût de revient/revente.
- Appliquer à toutes les opérations industrielles, commerciales et financières, et à toute société exerçant son activité sur le sol national.
3. Créer une obligation de contrepartie pour toute aide financière accordée à un organisme ou une entreprise, et prévoir un remboursement en cas de manquement à cette obligation.
 4. Créer une règle faisant en sorte que tous les salariés d'une entreprise soient légalement copropriétaires du capital de cet établissement.

[Prénom NOM]

[Signature]

16. Manuscrit, 37 lignes, 233 mots (homme)

[Prénom Nom]

[Adresse]

Doléances

- * Abrogation des 80 km/h et rétablissement de la vitesse initiale.
- * Indexation des retraites sur le montant de l'inflation.
- * Abrogation des régimes de retraites spéciaux et cotisation obligatoire au régime général pour les fonctionnaires et agents relevant des régimes spéciaux.
- * Rétablir l'ISF.
- * Limitation du versement des allocations familiales en fonction des revenus et versement limité à 3 enfants.
- * Suppression des salaires et avantages des anciens présidents de la République.
- * Suppression du Conseil économique et social.
- * Supprimer l'échelon départemental et réaffirmer le pouvoir communal.
- * Établir un référendum communal pour toutes dépenses ou projet ayant un impact direct sur l'activité de la commune.

Au niveau de l'immigration :

- Limiter le regroupement familial ou l'introduire en fonction des conditions suivantes :

- * Être en situation régulière depuis 5 ans.
- * Ne pas avoir commis d'infraction civile ou pénale depuis 5 ans.
- * Parler et écrire le français.
- * Avoir un travail stable depuis 3 ans.
- * Avoir un logement permettant d'accueillir la famille.
- * Limiter le regroupement familial à la femme et aux enfants.

Au niveau de la santé :

- * Établir un classement d'affectation des médecins en fonction des territoires géographiques. Imposer une servitude de 5 ans.

Au niveau local :

- * Remettre en place 2 tournées de traitement des déchets à avril et septembre ????
- * Renforcer le nettoyage des trottoirs et des routes.

17. Manuscrit, 6 lignes, 26 mots

Réévaluation de la retraite sur le coût de la vie.

Supprimer les retraites des anciens présidents.

Remettre les 90 km/heure.

Prendre en considération le vote blanc.

18. Dactylographié collé, 42 lignes, 550 mots

Voici quelques mesures à discuter.

. **Engager une profonde réforme fiscale.** En France les inégalités de revenus restent fortes et elles s'accroissent. Est-il normal que certains gagnent en quelques mois ce que d'autres gagneront durant toute leur vie ? Dans notre système, un grand footballeur « rapporte » plus qu'un pompier qui sauve une vie donc il est beaucoup mieux payé. C'est absurde. Il faut à la fois mieux répartir la richesse et faire un travail pédagogique sur le plan économique pour que chacun puisse se forger son opinion.

- *Mieux répartir la richesse*, c'est comprendre qu'un impôt progressif (par tranches) comme l'impôt sur le revenu est plus juste qu'un impôt proportionnel (un taux qui s'applique pour tout le monde de manière identique) comme la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Or la TVA, impôt sur la consommation (donc indolore), rapporte beaucoup plus que l'impôt sur le revenu. Baisser l'impôt sur le revenu, c'est oublier la moitié des ménages qui ne le paient pas. Il faut créer de nouvelles tranches d'impôt sur le revenu, c'est-à-dire revenir à une situation de 7 à 8 tranches. Il faut limiter le poids des impôts proportionnels. D'autres impôts, comme l'impôt sur les revenus de patrimoine, doivent être repensés à l'heure où les revenus financiers bénéficient d'exonération fiscales.

- *Faire un travail pédagogique en économie pourrait passer par des émissions de radio ou de télévision régulières* permettant de comprendre les principaux mécanismes économiques. Il n'y a jamais une seule politique possible. Les courants économiques existent parce que tout le monde ne voit pas le réel avec les mêmes yeux (pour baisser le chômage, on peut soit baisser les « charges » – terme impropre – pour favoriser l'offre, soit augmenter les salaires pour favoriser la demande).

. **Avoir des services publics et une couverture sociale de qualité.** Il nous faut faire attention aux slogans simplistes : « Les prélèvements obligatoires sont trop élevés en France ». Ces prélèvements (impôts + cotisations sociales) financent les infrastructures, les services publics et la protection sociale. Supprimer les cotisations est simple mais chacun (qui croit gagner plus) devra ensuite payer pour s'assurer contre la maladie et pour sa retraite. Ce qui était collectif devient individuel et les inégalités s'accroissent encore (le smicard assurera son corps au tiers et le plus aisé s'assurera tous risques). Et puis, on ne peut pas demander à la fois la baisse du nombre de fonctionnaires et plus de personnel pour l'éducation, la santé, la justice, etc.

Il est également nécessaire d'indexer les retraites sur l'inflation et d'annuler la hausse de la CSG qui touche les retraités aux revenus souvent modestes.

. **Promouvoir une politique d'activité physique pour tous et en finir avec le « tout sport »**. Le sport est vu comme un jeu et jamais comme une « vision du monde ». Or il est le reflet d'un système où seuls comptent la compétition, le rendement, le record, la loi du plus fort. La distinction entre activité physique et sport est indispensable pour améliorer la santé du plus grand nombre et faire des économies (l'organisation des compétitions est un non-sens sur les plans économique, social et environnemental). Supprimons la « fête du sport » et inventons la « fête de l'activité physique et de l'expression corporelle pour tous, moins spectaculaire mais beaucoup plus utile.

[manuscrit] [Prénom]
Nieul

19. Manuscrit (3 pages), 62 lignes, 365 mots (femme)

[Nota bene: l'orthographe et la ponctuation du texte, difficile à lire, ont été corrigées afin de le rendre plus lisible]

[Nom Prénom, Adresse]

Trouver à recréer des vrais emplois et ne pas créer des lois pour que le personnel se retrouve au chômage et tourne (tous les 6 mois).

Quand on s'inscrit au chômage, pourquoi un délai d'attente de plus de six mois pour faire une formation ?

Pour payer la dette : vendre des tableaux du Louvre, qui appartient à tous.

Le crédit, pouvoir le faire à sa banque, et non à Cetelem car derrière Cetelem, Cofidis, etc. ce sont nos banques plus chères.

Les magasins de grande distribution aujourd'hui vendent tous articles alors son premier travail est alimentaire. Cela ne permet pas à des commerçants de se mettre à leur compte et une concurrence déloyale, et ne permet pas de créer des nouveaux employeurs et d'embauches, du personnel.

Trop de lois et qui arrêtent les communes à embaucher. Contradictoire avec l'âge des gens, délais de travail en pool de remplacement et on nous jette quand on atteint un certain âge. Ce sont vos lois encore.

Recensement par commune des personnes âgées, afin de permettre d'anticiper de l'embauche, personnel à domicile.

Anticiper le départ à la retraite et faire des formations qui correspondent à la demande des employeurs et des départs.

Les accidentés du travail, licenciement, devraient pas perdre les points retraite s'ils sont reconnus.

Coupable et triple peine, perte emploi, payer leur avocat, se remettre debout.

Retrouver un travail et ensuite pas de poursuite sur la [mot illisible].

Qui a inventé les difficultés de l'ouvrier.

Augmenter le SMIC. Salaire ne nous permet que de payer les factures, le loyer, mais jamais de vacances, l'ouvrier ne peut pas.

Que faites-vous des bénéfices du Louvre ? Ne peut-elle pas participer à la dette, et les nouveaux musées de la Mer à Paris, aussi le « Méduse ». Une partie de tous les jeux nationaux pourrait aussi régler la dette.

Arrêter de penser que vous n'avez pas besoin des ouvriers, s'il travaille pas, il ne vous aidera pas non plus.

J'ai compris votre système.

Expliquez pourquoi tous les présidents après leur passage ont le droit d'être payés à vie. Est-ce normal ?

Nous, ouvriers, cela n'existe pas.

Bon courage

Si vous voulez me voir, je suis à votre disposition.

20. Manuscrit, 12 lignes, 60 mots

– On pourrait par exemple améliorer le pouvoir d'achat des retraités. L'idée ou la formule la plus juste, par exple, serait d'augmenter la retraite, par sur le pourcentage qui fait reculer les petits mais la même somme d'argent pour tout le monde.

– L'heure en continu.

Le bon choix pour moi serait l'heure d'hiver, l'heure d'été à mon avis est très marginalisée.

21. Manuscrit, 23 lignes, 143 mots (couple)

[NOM Prénom et prénom]

Ce qui a provoqué les manifestations :

- l'injustice sociale,
- le manque d'écoute de la part du gouvernement.

Il faut :

- * Penser intérêt général :
 - Assurer un revenu minimum décent et reconsidérer les métiers manuels, l'artisanat, soutenir les PME.
 - Soutenir la réhabilitation du logement, l'Éducation nationale, la santé, l'agriculture.
 - Ne pas brader le patrimoine national, conserver les services publics.
 - Résister aux lobbies qui viseraient leurs intérêts propres (et non l'intérêt général comme le font les ONG).
 - Stopper l'évasion des capitaux (paradis fiscaux), la fraude fiscale.
 - Assurer un environnement sain (pollution, énergies, alimentation...).
- * Limiter à l'essentiel les dépenses :
 - Pourquoi tant d'avantages à l'Assemblée, au Sénat ?
 - Pourquoi des retraites à vie et du personnel pour nos ex-présidents ?
- * Se diversifier, rester autonomes tout en conservant l'idée de l'Europe :
 - Diversifier nos secteurs d'activités.
 - S'ouvrir aux autres (immigration politique, climatique).

22. Manuscrit, 8 lignes, 38 mots (homme)

[Prénom NOM]

- Voir de plus près la fiscalité des entreprises du CAC 40.
- Réorganiser l'État, A.N., SÉNAT, trop d'élus.
- Mieux financer les hôpitaux.
- Solutionner l'affaire Benalla, sans ombre, avec précision.
- Mieux aider les plus démunis.

[Signature]

23. Manuscrit recto-verso scotché, 45 lignes, 351 mots (femme) (lettre-type recopiée)

Mairie de Nieul

[Adresse]

[Tampon arrivée : 12 FEV 2019]

Mme [Nom Prénom]

[Adresse]

Le 12 février 2019

Monsieur le Maire,

Je sais que les questions de société ne sont pas intégrées au Grand débat qui s'ouvre dans notre pays. Cela évitera sans doute la remise en cause d'acquis sociétaux importants comme la contraception, l'avortement, l'abolition de la peine de mort, le mariage pour tous. Pourtant, l'occasion est inédite de permettre aux Français de s'exprimer sur un sujet qui les concerne tous, sans exception, et sur lequel ils font part de leur très large approbation ; je veux parler de la légalisation de l'aide active à mourir (89% selon le sondage IFOP pour La Croix de décembre 2017 ; 95% selon le sondage Ifop pour l'ADMD de mars 2017).

Nul aujourd'hui n'ignore que l'on meurt mal dans notre pays. Les souffrances existent, les dérives existent. L'Institut national des études démographiques (INED) a très bien mesuré cela dans un récent rapport. Aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, dans plusieurs états des États-Unis d'Amérique, en Colombie, au Canada... des lois de légalisation de l'euthanasie font que la crainte du mal mourir a disparu de l'esprit de ces citoyens.

Ma vie m'appartenant, à moi et à moi seule, je ne veux pas que qui que ce soit se mêle de choisir pour moi comment je vais finir ma vie : ni médecin, ni famille dès lors que je n'ai pas donné de mandat de représentation, ni religieux.

Une loi sur la fin de vie, respectueuse des volontés et des consciences, devra mettre en œuvre de manière effective l'accès universel aux soins palliatifs, le respect du patient et l'aide active à mourir (c'est-à-dire l'euthanasie active avec administration d'un produit létal par un tiers, médecin ou membre d'une association agréée, ou suicide assisté avec auto-administration d'un produit létal).

La légalisation de l'aide active à mourir est une bonne réforme à apporter aux Françaises et aux Français ; de celles qui satisfont la très grande majorité de nos concitoyens.

Je vous remercie de bien vouloir intégrer ma proposition aux cahiers de doléances ouverts dans votre mairie et vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'expression de mes sentiments les meilleurs.

[Signature]

24. Manuscrit (3 pages), 90 lignes, 679 mots (couple)

M. et Mme [NOM, Adresse]

M. MACRON aurait dû commencer par donner l'exemple d'abord :

1) En réduisant les dépenses publiques avant de taxer les classes moyennes déjà surtaxées :

- 26 AAI (autorités administratives indépendantes)
443 hauts conseils et observatoires.
La République protège 469 fromages inutiles (pour anciens ministres ou énarques ou autres sans parler du CESE, pour quel coût ?
- Donc supprimer ou réduire le nombre de personnes disposant d'un statut à vie (avec salaires et privilèges) à tous les échelons. Cette injustice n'est + tolérable !
- Réduire les avantages des anciens présidents de la République déjà nombreux (ils le seront davantage à l'avenir, + 1 tous les 5 ans probablement).
- Supprimer les doublons (etc. le fameux millefeuille central et régional).
- Faire le tri dans les multiples associations qui devraient être bénévoles et dont le but n'est pas toujours clair.
- Renforcer la lutte contre la fraude sociale.
- Fausses cartes vitales d'étrangers (1 million 800 000 en bénéficient soit 17 milliards d'économie par an). Les retirer puisqu'elles sont détectées.
- AME (autre injustice notoire) : on n'en a plus les moyens.
- Également en France polygamie et fausses familles monoparentales.
- Rationaliser les multiples aides sociales pour favoriser le retour à l'emploi et non l'assistanat.
- Idem revoir à la baisse les aides aux chômeurs, les montants et durée, pour la même raison.
- Rendre exécutoires les recommandations de la Cour des comptes (sinon pourquoi payer inutilement de nombreux experts et rapports aussitôt enterrés).
Donc réduire en priorité la dette et dépenses publiques.

2/ Faire des économies au remplaçant les campagnes électorales coûteuses par des temps d'antennes (télé, radio publiques) afin d'écarter les beaux parleurs et autres communicants et éviter toutes sortes de dérives.

3/ Renforcer la lutte contre la fraude fiscale.

Les GAFA et autres entreprises étrangères ou les nôtres qui se délocalisent ne paient presque plus d'impôt en France -> donc revoir la mondialisation et les dispositifs juridiques et niches pour y échapper (avec la complicité de nos gouvernants).

- Réduire les charges, taxes et impôts pour favoriser l'activité.
- Revitaliser les territoires.

4/ Maîtriser les flux migratoires en supprimant le regroupement familial, le statut des mineurs isolés (ni isolés ni mineurs pour la plupart mais interdiction de les contrôler -> donc complicité de l'État encore pour cet appel d'air).

- Mettre en place des quotas selon nos besoins économiques.
- Reconduire dans leurs pays les clandestins et refusés du droit d'asile, criminels, fichés S et islamistes à double nationalité (encore une injustice face à la majorité qui se contente d'une seule) ce qui leur permet d'échapper à la justice en cas de délit. Encore une complicité de l'État.

5/ Ne rien céder sur la laïcité, ne pas l'adapter à l'islam pour favoriser une religion théocratique qui ignore la laïcité, la démocratie, l'égalité entre hommes et femmes, la liberté de conscience et la

tolérance envers les autres religions et les athées (voir dans tous les pays musulmans le sort réservé aux non-musulmans dans l'espace et le temps).

Comment expliquer l'aveuglement de nos politiques et de nombre de nos concitoyens en faveur d'une religion dont l'idéologie est à l'opposé de toutes nos valeurs !!!

Comment expliquer également l'entêtement de nos dirigeants et "élites" mondialistes à mettre en place sans aucune limite une idéologie destructrice des pays, traditions et peuples alors que les + puissants (Chine et E.U.) se gardent bien de l'appliquer totalement pour eux-mêmes).

Il me semble que nos gouvernants, "élites" et médias devraient cesser ce manichéisme mortifère et cesser d'opposer les bons progressistes mondialistes (quel progrès !) aux populistes "pestiférés". On pourrait ne garder que les bons côtés du libre-échange et la protection raisonnable des frontières, donc des limites de bon sens.

Par ailleurs le mondialisme et le libre-échange sans limites sont incompatibles avec l'écologie.

Curieux que MACRON n'ait pas compris cela. Je lui conseille de se recycler et de mettre de la clarté dans sa pensée "complexe" – peut être confuse à dessein – et pour une fois d'appliquer judicieusement son "en même temps" et dépasser une idéologie en partie obsolète. S'aspirer de ce qui se fait en Allemagne (pragmatisme et économie des fonds publics) puisqu'on s'avère incapables de le faire.

25. Dactylographié (inséré), 30 lignes, 404 mots (femme) (lettre-type)

[Manuscrit] Madame [Prénom NOM]

Le 20/2/19

[Adresse]

Monsieur le Maire,

Je sais que les questions de société ne sont pas intégrées au Grand débat qui s'ouvre dans notre pays. Cela évitera sans doute la remise en cause d'acquis sociétaux importants comme la contraception, l'avortement, l'abolition de la peine de mort, le mariage pour tous. Pourtant, l'occasion est inédite de permettre aux Français de s'exprimer sur un sujet qui les concerne tous, sans exception, et sur lequel ils font part de leur très large approbation ; je veux parler de la légalisation de l'aide active à mourir (89% selon le sondage Ifop pour La Croix de décembre 2017 ; 95% selon le sondage Ifop pour l'ADMD de mars 2017).

Nul aujourd'hui n'ignore que l'on meurt mal dans notre pays. Les souffrances existent, les dérives existent. L'Institut national des études démographiques (Ined) a très bien mesuré cela dans un récent rapport. Aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, dans plusieurs états des États-Unis d'Amérique, en Colombie, au Canada... des lois de légalisation de l'euthanasie font que la crainte du mal mourir a disparu de l'esprit de ces citoyens.

Ma vie m'appartenant, à moi et à moi seul, je ne veux pas que qui que ce soit se mêle de choisir pour moi comment je vais finir ma vie : ni médecin, ni famille dès lors que je n'ai pas donné de mandat de représentation, ni religieux...

Une loi sur la fin de vie, respectueuse des volontés et des consciences, devra mettre en œuvre de manière effective l'accès universel aux soins palliatifs (objectif maintes fois promis, réalisé à 20 ou 25 % seulement depuis la loi Kouchner de 2002), le respect du patient (on sait qu'aujourd'hui 50 % des personnes qui décèdent dans les services de réanimation décèdent à la suite d'une décision du corps médical, que des euthanasies clandestines non demandées sont pratiquées, à hauteur de 0,2 % du total de 600 000 décès annuels) et l'aide active à mourir (c'est-à-dire l'euthanasie active avec administration d'un produit létal par un tiers, médecin ou membre d'une association agréée, ou suicide assisté avec auto-administration d'un produit létal).

La légalisation de l'aide active à mourir est une bonne réforme à apporter aux Françaises et aux Français ; de celles qui satisfont la très grande majorité de nos concitoyens.

Je vous remercie de bien vouloir intégrer ma proposition aux cahiers de doléances ouverts dans votre mairie et vous prie de croire *[manuscrit]* en l'assurance de ma considération distinguée.

[Signature]

Mairie de Nieul-sur-Mer

26. Dactylographié (inséré, 3 pages, italique), 85 lignes, 845 mots (homme)

[Image de coq en haut à gauche de la 1^{ère} page]

[Tampon arrivée de la mairie : 8 MARS 2019. Mention manuscrite « Scanné le 8/3 »]

La réaction d'un retraité blessé et déçu.

80 ANS déjà. J'ai passé l'âge de me taire. Partisan de l'avenir pour tous, je considère que certaines initiatives sont plus parlantes que bien des discours enflammés.

Depuis plusieurs décennies déjà, nous ne sommes plus au temps des visionnaires ou des réformateurs mais bien dans celui, médiocre, des bonimenteurs.

Avec les erreurs de l'un et la médiocrité des autres, les réformes sont « madrées », orchestrées par une petite formation de clans qui s'affrontent dans une minable confrontation de chefaillons rongés par l'ambition... De tout cela s'en suit l'inconscience, le désintérêt, le crétinisme et les bassesses ! « Il ne lui était pas nécessaire d'articuler ce que son regard brûlant signifiait » !! Si il veut retrouver la force de la solidarité, il lui faudra sacrifier son arrogance conceptuelle, supprimer ses petites phrases incisives et redécouvrir les vertus de la confrontation citoyenne et démocratique de base.

Vieux grognard retraité, trop attaché au passé, face à ce bal des « faux-culs » qui nous conduisent vers une désillusion sans borne, tristement, je vois ce peuple au visage marqué, rongé par la pauvreté, contraint de mettre un mouchoir sur ses convictions. De tous ces gens qui vivent souvent de rien, qui n'en finissent plus d'être méprisés, piétinés, où l'on retrouve le plus souvent quelques-unes de ces figures nobles, sillonnées de rides profondes, qui luttent au quotidien sans pouvoir boucler leur fin de mois, où se lisent tant de combats livrés, et si souvent perdus !! Tant de blessures mal refermées, ulcérées, impuissantes et brisées devant ce quotidien d'inégalités !!!

Tous ces gens protestataires, comme les sans-culottes en 1789, veulent que ça change. Ils avaient, par leur vote en 2017, pensé pouvoir faire confiance à un nouveau gouvernement !!!

Les indispensables efforts de prospectives qui auraient pu amortir le choc, en ont sans doute pâti...

Nous sommes dans un moment où la société est profondément divisée, avec d'un côté ceux qui ont une espérance dans le futur et qui pensent en être acteurs. Et de l'autre, ceux qui se sentent écrasés par ce futur, qui ne vivent que de l'instantané, et se déchirent parfois sur les blessures du passé.

Au-delà du jeu diplomatique des amabilités ventant les mérites de son équipe, il a tendu avec « emphase » un rameau d'olivier en souhaitant que règne la confiance et la cordialité. Mais il n'en demeure pas moins qu'en dehors de tous ces grands principes de générosité et d'ouverture évoqués, grenouille pas mal d'inquiétude. Nos démocraties ne sont plus qu'un équilibre précaire, plus ou moins équitable, entre d'innombrables intérêts variés...

Il me plaisait pourtant de croire que, les liens entre générations irriguent la société, façonnent notre modèle social, tissent la trame de notre mémoire, et conditionnent la qualité de notre vie commune. Cependant, je vois un monde qui nous échappe parfois, un pays qui est en train de se fractionner, entre le riche et le moins riche, le diplômé et le non diplômé, celui qui a du travail et celui qui n'en a plus. Cela entraîne des crispations très fortes, allume des risques de confrontations d'intérêts et de rejets de l'autre !!

Je persiste à dire et à penser que notre interdépendance entre les âges implique la réciprocité des échanges. Vivre ensemble, cela se conjugue aussi à tous les temps de la vie. Créer un lien entre les gens, apporter du bien-être aux personnes âgées qui vivent avec une toute petite retraite, en dehors du monde, les rendre visibles car elles portent notre histoire ! « Et ce n'est pas rien ». Serait de bon augure, face à l'énorme malaise de notre société, pour ne pas voir renaître, ou entendre quelques carmagnoles dans les quartiers de nos grandes villes...

Monsieur le Président :

Vous avez voulu réveiller le peuple, il l'est, ne le décevez plus...

Monsieur le Président :

Au travers de ces lois, exhumées subitement des oubliettes pour les besoins des recteurs en place, je vis très mal ce recul sociétal. Je condamne ce malaise existentiel, fruit de votre volonté, qui contribue de plus en plus à l'écartèlement entre la solidarité et le travail de terrain...

Il n'y a pas de liberté sans égalité des droits. Et il n'y a pas d'égalité sans liberté...

Souvenez-vous de cette citation :

« Il n'est pas de problème, si difficile soit-il, qu'une absence de solution ne finisse par résoudre ». Puisse-t-elle prendre forme ??

Il me revient toujours à l'esprit les paroles de mon père qui me disait : « Le peuple a un pouvoir, le vote, mais les urnes n'offrent pas un titre à vie. Elles sont l'expression du choix, mais aussi elles peuvent être celui de la sanction ou du désaveu... »

Blessé, déçu, fatigué après avoir cheminé plus d'un demi-siècle de travail et de servitude, sans jamais contrevenir, avec une très modeste retraite, bien en dessous du nécessaire, contraint à partager les restes encore flageolés d'une fin de vie, vidée de son âme. J'espérais, depuis ce suffrage de 2017, mériter votre attention, davantage de courtoisie et d'élégance.

Respectueusement, d'un retraité de NIEUL/MER...

[FIN]